

Rassemblement unitaire du 13 décembre

Revue de presse
la cgt

leveil.fr

Yssingeaux : rassemblement chez Lejaby



A l'appel des syndicats CGT, CFDT, UNSA, FSU et Solidaires, un rassemblement unitaire et interprofessionnel s'est déroulé ce mardi devant le site de l'usine Lejaby à Yssingeaux. Rappelons que Lejaby est en dépôt de bilan depuis le 27 octobre dernier et qu'un repreneur doit être trouvé avant le 22 décembre.

zoomdici.fr
100% local, 200% utile

Les syndicats unis pour l'emploi et Lejaby



Comme à l'échelle nationale, un journée d'action intersyndicale s'est tenue, mardi 13 décembre, devant l'usine Lejaby d'Yssingeaux. Symboliquement. Les syndicats appellent à une nouvelle grève jeudi.

Plus de 150 personnes ont répondu à l'appel de cinq syndicats (CGT, CFDT, UNSA, FSU et Solidaires) et se sont retrouvés devant les locaux de Lejaby, lieu symbolique de la lutte pour l'emploi dans le département. Ils étaient là pour réaffirmer leur détermination à lutter contre les licenciements et les plans d'austérité.

Preciturn, Veriplast, Barbier, Guerin

Lejaby, créé il y a 80 ans, a déjà subi plusieurs plans de restructuration jusqu'en 2010. Depuis le dernier, il n'y a plus que 440 salariés sur deux sites (contre 1 100 sur huit sites en 1996) dont 93 à Yssingeaux en Haute-Loire. Et l'entreprise est en dépôt de bilan depuis le 27 octobre dernier.

"Il faut trouver un repreneur d'ici le 22 décembre, s'inquiète Bernadette Pessemesse, déléguée CGT du personnel, sous peine de liquidation et de fermeture." Elle a trois exigences : *"le recul de l'échéance du 22 décembre, le paiement des indemnités de licenciement de 2010 et un emploi et une solution pour tous les salariés"*.

Des revendications entendues et soutenues par d'autres salariés d'entreprises altiligériennes présents. En effet, mardi, les Barbier et Guerin de Ste Sigolène, les Preciturn de Monistrol sur Loire mais aussi les Veriplast étaient là. Tous subissent de plein fouet cette vague d'austérité. Depuis début 2011, la Haute-Loire a perdu 600 emplois. *"Le chômage a progressé de 4.9% contre 2.8% sur la France entière, il progresse deux fois plus vite qu'ailleurs"*, note Jean-Pierre Chambon, le secrétaire départemental UNSA.

Un appel à la grève jeudi

Que revendique l'intersyndicale ? *"La relance de la croissance comme impératif économique et démocratique, avec la prise en charge sociale de l'aide à l'emploi"*, indique Jean-Pierre Chambon, *"la nécessité de réformes structurelles, par la relance de l'emploi public et l'augmentation des salaires"* poursuit Bastien Metrat. Pour Raymond Vacheron, délégué CGT43, *"l'âge de la retraite qui recule, c'est le chômage qui avance"*.

Selon eux, le constat est le même au niveau européen et, chez nos voisins, les syndicats dénoncent également d'une seule voix la volonté principale des gouvernements de réduire le déficit budgétaire au détriment de la croissance. *"Ils rencontrent à chaque fois une opposition des peuples, s'indigne Jean-Pierre Chambon. Il serait temps qu'ils écoutent"*.

Un appel à *"une grève unitaire de tous les syndicats"* a été lancé par l'intersyndicale. Rendez-vous est pris jeudi 15 décembre, jour du mouvement des enseignants au Puy en Velay.

Lejaby : 4 repreneurs potentiels

Un cortège a été reçu en sous-préfecture en début d'après-midi. Formé de représentants du personnel de Lejaby et Preciturn, le groupe a exposé les difficultés des deux entreprises. Il a été entendu si l'on en croit Bernadette Pessemesse : *"ils sont très attentifs à l'emploi mais n'ont pas de solution"*.

Dans le dossier Lejaby, la solution pourrait bien être trouvée avant la date fixée par le tribunal de commerce de Lyon pour prendre sa décision. Il y aurait quatre repreneurs potentiels à ce jour. Aux deux premiers -le Grenoblois Abcia (135 emplois repris) et l'anglais Pacific Juriction Co (220)- il faut désormais ajouter Trendy (entre 165 et 206) et le groupement Prost-Bugnon-Isalys (200 mais à Rillieux la Pape uniquement). Verdict le 22 décembre.

GV.



SYNDICATS ■ Journée nationale interprofessionnelle et unitaire, hier

Soutien à l'entreprise Lejaby

La journée d'action des syndicats s'est traduite, hier, par un rassemblement de soutien devant l'usine Lejaby, à Yssingeaux, où les salariés, essentiellement des femmes, sont dans l'attente d'un repreneur.

Jean-Luc Chabaud
jean-luc.chabaud@centrefrance.com

A Yssingeaux, devant l'entreprise Lejaby, où les salariés « défendent leur emploi », l'intersyndicale (CGT, CFTD, FSU, Unsa et Solidaire) a réuni plusieurs dizaines de ses militants, hier à midi, pour dénoncer les plans de rigueur du gouvernement. Car, pour Jean-Pierre Chambon (Unsa) « la rigueur, pour ne pas dire l'austérité, semble devenir le langage commun de tous les pays d'Europe ». Et « la relance de la croissance devient pour tous un impératif, non seulement économique, mais aussi démocratique ».

De son côté, la CGT pense « qu'il est temps de dire stop aux reculs sociaux » tout en appelant à « l'unité des travailleurs d'Europe contre l'Europe bancal-



MOBILISATION. L'intersyndicale avait appelé au rassemblement devant l'usine Lejaby, à Yssingeaux, hier, à l'occasion de la journée interprofessionnelle et unitaire.

re, pour l'Europe sociale et solidaire ». Et d'insister : « l'austérité, c'est aussi le chômage et les licenciements. L'emploi se dégrade comme jamais. En Haute-Loire, le chômage a progressé deux fois plus vite qu'en France ».

Devant Lejaby, une des dernières entreprises d'habillement de Haute-Loire, l'intersyndicale a apporté son soutien aux salariés qui vivent des heures difficiles. « Le 27 octobre dernier, alors que le plan so-

cial de l'an dernier n'est pas terminé et que la moitié des licenciés n'a pas reçu les primes de licenciement supra légales, c'est l'annonce du dépôt de bilan, explique Bernadette Pessemesse. La trésorerie est à sec, il faut trouver un repreneur avant la 22 décembre, sous peine de liquidation et de fermeture. Bonjour le cadeau de fin d'année pour les 440 salariés qui restent, dont 93 à Yssingeaux ».

L'entreprise Lejaby, créée voilà 80 ans, employait 1.100 salariés, répartis sur huit sites, lors de son rachat en 1996 par le groupe américain Warnaco. Une première restructuration a conduit à la fermeture de trois usines et la suppression de 250 emplois.

Vendu en 2008 au groupe textile autrichien Palmers, Lejaby a dû faire face à un nouveau plan social en 2010, qui a amené 197 licenciements et la fermeture de trois sites. ■

A l'appel de la CGT, débrayage à l'usine Michelin de Blavozy

À Michelin Blavozy, comme dans plusieurs usines du groupe, des salariés ont observé un débrayage d'une heure, hier, à l'occasion de la journée d'action inter-syndicale.

Au moment où des négociations sont en cours au sein de l'entreprise, la CGT, syndicat majoritaire à Blavozy, demande une revalorisation salariale, « une augmentation de 350 € pour tous les salariés dans l'attente de l'application d'un tableau de salaires ».

Dans le courrier qu'ils ont adressé, hier, à leur direction de site, les délé-



SYNDICAL. Les délégués CGT ont lancé un appel au débrayage pendant une heure, hier, pour s'associer à la journée nationale.

gués CGT veulent aussi « la réparation par des départs anticipés pour tous salariés ayant eu des tra-

vaux pénibles financés à 100 % du salaire brut par l'employeur ». Leur demande repose « sur une

santé financière de l'entreprise qui, selon la CGT, n'a jamais été aussi bonne ». Et de compléter : « tous les indicateurs sont au vert, les volumes, les ventes, la marge opérationnelle, le bénéfice net... ».

Dans leurs revendications, ils appuient également l'embauche en CDI de tous les contrats précaires. « Cela représente une centaine de personnes », complète Hervé Bancel, délégué CGT. Le site de Blavozy, spécialisé dans la fabrication de pneus pour le génie civil, emploie quelque « 700 salariés ». ■



A l'appel des syndicats CGT, CFDT, UNSA, FSU et Solidaires, un rassemblement unitaire et interprofessionnel s'est déroulé ce mardi devant le site de l'usine Lejaby à Yssingeaux. Rappelons que Lejaby est en dépôt de bilan depuis le 27 octobre dernier et qu'un repreneur doit être trouvé avant le 22 décembre.

« Nous sommes là pour dire stop aux licenciements et à l'austérité » rappelle Raymond Vacheron pour l'intersyndicale.

« Depuis le 1er janvier, rien qu'en Haute-Loire, ce sont 600 emplois, soit l'équivalent de six fois l'usine Lejaby, qui ont été supprimés dans notre département. Et même si le plan d'austérité est maintenu, il faut défendre l'emploi. » Et d'insister :

« un emploi de fonctionnaire en moins, c'est un chômeur de plus.

En Haute-Loire, malgré la propagande, le chômage a progressé deux fois plus vite qu'en France avec une hausse de 8,3 % dans le département contre 4,9 % au niveau national ».

Sur les marches de l'usine Lejaby, Bernadette Pessemesse, déléguée CGT du site yssingelais, prenait la parole pour donner les dernières informations sur l'entreprise.